

des coûts directs liés au fardeau de leur dette. Outre le principal emprunté à l'origine, quelquefois par des gouvernements corrompus et antidémocratiques, des intérêts énormes sont payés au Nord. Ce mouvement de capitaux du Sud vers le Nord se produit alors que l'augmentation annuelle du revenu par habitant dans le monde industrialisé dépasse le revenu total moyen par habitant dans le monde en développement, où il s'élève à environ 300 \$ US. Les flux commerciaux, l'investissement dans l'infrastructure de base, la santé et l'éducation, la capacité d'action des gouvernements sur les plans économique, politique, social et environnemental sont gravement minés par ce déséquilibre flagrant, qui ne cesse de s'accroître.

Ce n'est sûrement pas là le monde que nous voulons léguer aux générations futures. Les Canadiens aussi ressentent déjà certains des effets négatifs de la dépression et du désespoir des pays débiteurs, alors que leurs investissements dans ces pays au titre de l'aide sont menacés. La perte de pouvoir d'achat causée par l'endettement a peut-être coûté jusqu'à 50 000 emplois au Canada chaque année depuis 1982 en termes d'exportations non réalisées. Le Canada n'est pas non plus à l'abri des effets de la dégradation de l'environnement causée par des pressions économiques exacerbées par la dette extérieure. Ces mêmes pressions font augmenter la violence, les cas de violations des droits de la personne, les cas de SIDA non traités, les problèmes internationaux posés par les réfugiés, le trafic de la drogue et le commerce illicite. Bref, la crise de l'endettement met en péril la santé et la sécurité de tous les habitants de la planète.

Pour vaincre le scepticisme de la population, il faut également lutter contre une autre perception : puisque les Canadiens doivent rembourser leurs dettes, pourquoi devrait-on permettre aux pays en développement de manquer à leurs obligations envers le Canada ou leur accorder un traitement spécial? En temps normal, les pays tout comme les personnes essaient de rembourser les dettes contractées en toute honnêteté et en toute équité. Il faut qu'il en soit ainsi, sans quoi les prêteurs se heurteraient à un grave problème de «risque moral». Il faut cependant revoir l'affirmation selon laquelle nous payons nos dettes et les autres ne le font pas, ainsi que notre conception de la normalité ou de l'équité dans le cas d'une bonne partie des dettes du Tiers monde. Dans les années 70, les banques du Nord ont cherché à accorder des prêts à des puissances souveraines. Aujourd'hui, il est communément admis que certains de ces prêts ont été accordés de façon imprudente, ou encore à des gouvernements dont la légitimité était douteuse. Les banques portent donc avec les emprunteurs une partie de la responsabilité de cette poussée anormale de l'emprunt. Qui plus est, comme l'a souligné au Sous-comité M. Jaime Wright, du Brésil, bon nombre des dettes de son pays ont été contractées illégalement par l'ancienne dictature militaire. Ainsi, le Brésil a versé 160 milliards de dollars en intérêt sur sa dette étrangère de 1972 à 1988, 17 milliards en 1988 seulement. Entre 1980 et 1987, plus de 50 milliards de